Asia Centre

2026 • Brève n°10

10 septembre 2026

Japon : l'été 2026, le début du changement pour Takaichi Sanae ?

Auteur
Jean-Yves Colin



À propos d'Asia Centre

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

À propos de Jean-Yves Colin

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Japon : l'été 2026, le début du changement pour Takaichi Sanae ?

Jean-Yves Colin

10 septembre 2026

Depuis presque un an, Takaichi Sanae n'a quasiment connu que des succès : sa campagne électorale au sein du Parti Libéral Démocrate (PLD) en septembre et octobre 2025 puis son élection à sa tête, qui lui a ouvert la voie vers le poste de Premier Ministre ; son éclatante victoire aux élections de la Chambre des Représentants le 8 février dernier, avec une majorité des deux-tiers des sièges ; les votes budgétaires à la Diète acquis sans difficulté majeure ; sa capacité à poursuivre et accentuer le renforcement des forces armées engagé par ses prédécesseurs, rendu nécessaire par les incursions chinoises croissantes dans les espaces maritimes et aériens relevant de la souveraineté nationale, considérées au Japon comme des provocations dans le contexte de leur différend né à propos de Taiwan ; son habileté à préserver de bonnes relations avec le Président des Etats-Unis – à l'instar de son mentor Abe Shinzo – et celui de Corée du Sud – ce n'était acquis d'avance ni d'un côté ni de l'autre ; la réforme de la loi relative à la famille impériale, enlisée depuis trente ans…Tout cela s'est traduit par des sondages très favorables, son taux de satisfaction s'établissant entre 60 et 70% jusqu'à la fin du premier semestre selon les instituts alors qu'il est habituel d'observer une chute rapide de ce taux quelques mois à peine après la prise de fonction des nouveaux Premiers Ministres.

La Première Ministre semble cependant entrer dans une période plus contrastée, et la presse nippone a pris un certain plaisir à commenter des sondages de juillet montrant un recul de sa popularité, désormais autour de 50 % (58 % selon un sondage de la NHK, l'office public de radio et télévision, mais de 49 % selon l'agence de presse Jiji), niveau pourtant très enviable en Europe ou en Amérique du Nord. Les phénomènes naturels de cet été ont été en quelque sorte le signe d'un début de changement.

Tout d'abord le séisme de Kumamoto, dans l'île de Kyushu au sud-ouest de l'archipel. D'une amplitude de 7,1 sur l'échelle japonaise (6,8 sur l'échelle habituelle), ce tremblement de terre a été suivi d'une réplique forte une demi-heure après sa survenance, puis d'autres encore. Ayant eu lieu en milieu d'après-midi (16h27) et malgré de nombreux dommages matériels dont la très remarquée explosion de gaz dans un centre commercial Aeon, il a été moins meurtrier (39 morts dénombrés, une vingtaine de blessés très gravement et 6 900 déplacés) que celui intervenu 10 ans plus tôt dans la même région (278 morts) ou ceux du Vénézuéla, de Colombie et d'Indonésie cette année. La Première Ministre s'est rapidement rendue sur place et fait déployer les moyens de secours nécessaires. Plus tard se produisirent, à plusieurs reprises, de très fortes chutes de pluie et un fort tremblement de terre à Tokyo et dans les préfectures voisines de Chiba et Saitama, ce qui a fait craindre aux Tokyoites l'arrivée du « Big One ».

Elle doit enfin faire face à un événement davantage personnel : son manque de sommeil (3 heures par nuit au mieux, dit-elle) et des douleurs rhumatismales aux mains l'ont conduite à une courte hospitalisation ; cet avertissement pour sa santé a été vu par certains comme un signe de fragilité.

1) Quelques mauvais « bruits de fond » parlementaires et politiques sont perceptibles.

Certes Takaichi Sanae a fait voter 64 lois au cours de la dernière session parlementaire et engagé des réformes qu'elle jugeait indispensables :

- C'est le cas du renforcement du contrôle des étrangers illégaux ou bénéficiant de permis de résidence. Le gouvernement a annoncé la hausse des frais d'enregistrement des permis de résidence, la création d'un dispositif d'autorisation électronique de voyage dénommé JESTA, à mettre en œuvre pour l'année fiscale 2028 et inspiré du modèle américain ESTA, l'établissement d'un lien électronique entre le fichier des services d'immigration et « My number », le numéro commun d'identité et de sécurité sociale, ainsi que des moyens accrus

pour l'apprentissage de la langue japonaise, la connaissance des aspects culturels et règles sociales au Japon. Par ailleurs il souhaite durcir ce qui s'appelle « Zero Plan » qui vise à l'expulsion des résidents illégaux. La question de l'immigration devient un sujet majeur de politique intérieure à un moment où la population japonaise est inférieure à 120 millions (119 740 000) alors que celle étrangère dépasse 4 millions (4 030 000). Même si elles ne sont pas de grande ampleur, des manifestions anti ou pro-immigration ont été observées.

- Un autre exemple concerne la lutte contre l'espionnage et l'ingérence étrangère, initiée en 2016 par Abe Shinzo. La Première Ministre veut lui donner une nouvelle dimension. Le gouvernement a décidé – et la Diète l'a approuvée - la création d'un Conseil national du renseignement présidé par le Premier Ministre supervisant un Bureau national du renseignement. Ce dernier, avec un effectif de 700 à 800 personnes initialement, a vocation à regrouper des services dispersés entre le Bureau du renseignement et des recherches du cabinet et divers ministères et agences (Justice, Affaires étrangères, Police nationale…). Le Japon était considéré comme le « maillon faible » du renseignement des principaux pays démocratiques. Un récent incident impliquant un espion russe agissant sous couvert de son poste de directeur de la compagnie Aeroflot, et opportunément divulgué par la presse américaine a illustré cette situation, d'autres incidents du même ordre ayant eu lieu dans le passé. Ce projet brise un tabou national : la crainte de voir renaître la *Kempeitai*, l'institution sécuritaire d'avant-guerre. Dans l'immédiat la constitution de ce bureau devra faire disparaître des silos administratifs mais le rôle de la police nationale en son sein reste à définir. Pour autant certains voudraient aller plus loin : un comité du PLD suggère une loi rassemblant et modifiant des textes relatifs au contre-espionnage, au secret économique, aux informations confidentielles et aux risques cyber-informatique ; il préconise un enregistrement obligatoire des personnes et entités travaillant pour l'étranger et la création d'une agence dédié à la surveillance des communications ; ces propositions sont naturellement contestées par des juristes au nom des libertés publiques.
- Enfin c'est le cas de la loi votée le 17 juillet, entrée en vigueur le 13 août, et punissant jusqu'à deux ans de prison et 200 000 JPY ceux qui porteraient atteinte au drapeau national. Des opposants parlementaires ou juristes y ont vu un risque de limitation de la liberté d'expression, en raison du fait que la justification des atteintes, « un fort sentiment d'inconfort et de dégoût », et l'appréciation des circonstances seraient imprécises. Une revue de la loi sera effectuée après trois ans.

Pour autant la Première Ministre a dû négocier avec ses partenaires et son opposition. D'une part il lui manque quatre voix à la Chambre des conseillers et d'autre part elle doit tenir compte de son accord avec le Parti de l'Innovation du Japon (PIJ ou Nihon Ishin no kai en japonais). Cet accord, outre des éléments économiques et budgétaires, avait établi trois priorités : la loi relative à la famille impériale (cf. Brève du 23 juin 2026), la réduction du nombre des parlementaires et la désignation d'Osaka en tant que vice-capitale, sujet existentiel pour le PIJ qui a sa base politique à Osaka. Pour faire voter son projet concernant la famille impériale, la Première Ministre a accepté de suspendre celui relatif à la réduction des parlementaires jusqu'à une session extraordinaire d'automne – non seulement les parlementaires d'opposition y sont hostiles, et ce d'autant plus que les partis les plus petits sont les plus à risque, mais aussi nombre de parlementaires du PLD – et de pousser au contraire celui de vice-capitale. Ce faisant, Takaichi Sanae a mené « au pas de charge » ces deux réformes. Elle a irrité des parlementaires qui lui ont reproché une forme d'autoritarisme ; d'autres, parfois anciens collaborateurs de Abe Shinzo, dénoncent un manque de coordination avec le PLD et la Diète. En outre s'agissant de la seconde capitale que serait Osaka en cas de catastrophe naturelle, et de la décentralisation de certaines administrations – le vote a été acquis par seulement deux voix de majorité à la Chambre haute -, elle doit s'accommoder désormais des récriminations de plusieurs gouverneurs (qui sont élus) de préfecture (Aichi, Gunma, Miyagi…) ; ce dossier relance de vieilles revendications anti-Tokyo.

Elle bénéficie néanmoins d'un atout à la Diète : la pusillanimité de l'opposition, l'Alliance centriste pour la réforme constituée entre les deux principaux partis d'opposition n'a pas réussi à se transformer en véritable parti et a décidé de s'auto-dissoudre.

2) Les tensions régionales persistent mais sans affaiblir la Première Ministre.

Née d'une réponse de la Première Ministre à une question d'un parlementaire en novembre dernier (cf. Brèves du 8 décembre 2025 et du 21 mai 2026), la tension avec la Chine ne s'est pas apaisée, à la fois dans les propos échangés, surtout du côté chinois, et les actes.

Les prémisses d'un début de dialogue ont semblé apparaître lorsque le ministre des Affaires étrangères Motegi Toshimitsu a fait état d'un très bref entretien avec son homologue Wang Yi à Manille lors de la réunion de l'ASEAN +3 (Chine, Japon et Corée du Sud) à la mi-juillet. Plus que d'un entretien, aussi bref fut-il, il s'agissait plutôt d'un échange de politesse, les deux ministres se connaissant de longue date. Pour autant le ministère chinois des Affaires étrangères a nié l'existence même de cet échange. Dans son discours et faisant allusion au Japon de manière à peine voilée, Wang Yi a déclaré : « Le militarisme ne doit jamais faire son retour ». Ces prémisses d'une amorce de dialogue persistent néanmoins à la suite de délégations parlementaires à Pékin, incluant en juin Hashimoto Gaku, fils d'un ancien Premier Ministre, puis sous la direction en août de Iwaya Takeshi, ancien ministre des Affaires étrangères, et enfin en septembre de Moriyama Hiroshi, ancien secrétaire général du PLD ; des délégations d'entreprises sont aussi prévues à l'automne.

Toutefois les manœuvres chinoises, parfois conjointes avec la Russie, hors et dans la zone économique exclusive (ZEE) du Japon, n'ont pas cessé. Ainsi fin juin le porte-avions Liaoning a-t-il circulé avec d'autres navires dans le détroit de Miyako et la mer de Chine de l'est sous surveillance aérienne et maritime japonaise ; accusant le Japon de « harcèlement provocateur » et d'« actions dangereuses », Pékin a déclaré y avoir répondu de manière « professionnelle ». Plus tard, le 19 juillet la frégate lance-missiles Kaifeng accompagnée de deux autres navires chinois et d'une frégate russe a procédé à un tir à la mitrailleuse. Pour le Japon, ce tir a eu lieu à proximité de l'îlot Okinotori-shima, dans sa ZEE et une protestation a été adressée auprès des autorités de Pékin qui ont fait valoir que cet ilot serait un rocher et que ses navires étaient dans les eaux internationales. Par ailleurs un navire chinois dit de recherche a été observé, sans autorisation préalable, dans la ZEE nippone autour des îles Senkaku dont Pékin conteste la souveraineté japonaise ; il s'agissait de la 8ème incursion de l'année autour des Senkaku. A ces incursions maritimes s'ajoutent des manœuvres aériennes : fin juin, les militaires chinois et russes ont mené des exercices aériens impliquant des bombardiers et avions de combat en mer du Japon, mer de Chine de l'est et jusque au-dessus de l'Océan Pacifique.

La question de l'exportation des terres rares, matériaux critiques et produits à double usage civil et militaire est aussi un contentieux ancien entre les deux pays, à tel point que depuis des tensions survenues en 2010, le Japon a réduit sa dépendance à l'égard de la Chine, la faisant passer de 90 % à 60%. En février dernier Pékin avait établi une liste de vingt sociétés nippones sous interdiction de vente, puis une de vingt autres mises sous surveillance (« watch list ») ; fin juin, de nouveau vingt entreprises ont été ajoutées soit en vue d'interdictions totales soit de surveillance renforcée. L'objectif chinois est évidemment de ralentir le développement japonais des armes sophistiquées et de certaines industries stratégiques. Dans ce contexte, deux ressortissants japonais travaillant pour Fuji Electric à Dalian (une ville qui accueillait une présence industrielle nippone depuis 1993) ont été placés en garde à vue au motif de contrebande de matériaux critiques. Ce même contexte explique l'écho donné par la presse de la découverte de terres rares autour de l'île de Minamitori-shima, à 2000 kms environ au sud-est de Tokyo, et de la poursuite des recherches par l'Agence de sciences et techniques en février 2027, en vue d'un démarrage de la production eu printemps 2028.

La Première Ministre a laissé en première ligne son ministre de la Défense, Koizumi Shinjiro, s'exprimer et agir vis-à-vis de Pékin. Ainsi, celui-ci interrogeait les participants au traditionnel forum du Shangri-La, à Singapour, fin mai en déclarant : « Distingués participants, certains d'entre vous ont entendu le terme nouveau militarisme mais rien n'est plus éloigné de la vérité…il y a un pays qui dispose d'un gigantesque arsenal d'armes nucléaires et de bombardiers stratégiques. Le Japon n'a aucune de ces armes et cependant on parle de nouveau militarisme. N'est-ce pas étrange ? ». Fin juillet, lors d'une émission télévisée, il a appelé à rompre le tabou autour du nucléaire militaire, et rediscuter des trois principes non-nucléaires (ne pas posséder, ne pas fabriquer et ne pas introduire), visant en particulier le dernier. Quelques jours plus tard, au siège de l'ONU, il soulignait l'importance de la collaboration entre Etats. Interrogée le 6 août, journée commémorative du bombardement nucléaire de Hiroshima, la Première Ministre a laconiquement répondu que le Japon s'en tient à ces trois principe, ce que certains ont interprété comme « pour le moment ». Le PIJ a profité de cette période pour proposer l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire, point concédé par les Etats-Unis à la Corée du Sud à l'automne 2025.

Enfin le tir de missile balistique nord-coréen survenu au-dessus de la mer du Japon le 6 août, jour habilement choisi par les dirigeants chinois puisque coïncidant avec les cérémonies officielles commémorant le bombardement de Hiroshima, ne peut que renforcer les craintes de Tokyo vis-à-vis des rapprochements en cours entre la Chine, la Russie et la Corée du Nord. Ce missile a été suivi d'un autre à peine une semaine plus tard, portant à onze le nombre de ces tirs en 2026. L'annonce par Kiev de la probable installation dans l'ouest de la Russie d'une unité nord-coréenne qui pourrait comporter six lanceurs et cent vingt missiles, et de tirs de missile KN-23 et 24 sur la capitale ukrainienne et Kharkiv (les premiers depuis août 2025), voire l'envoi de 30 000 soldats nord-coréens supplémentaires conforte Tokyo dans ce sentiment. Dans un entretien récent avec Mark Rütte, secrétaire général de l'OTAN, Koizumi Shinjiro a insisté sur le lien existant entre la situation à l'est de l'Europe et les risques en Asie du nord, un thème récurrent des autorités japonaises depuis le de début de « l'opération spéciale » en Ukraine en février 2022

Par ailleurs, la presse nippone a mentionné une rencontre entre la Première Ministre et Koike Yuriko, gouverneure de la métropole de Tokyo, au cours de laquelle cette dernière lui a fait part de son projet de transformer un grand parking en dessous de l'avenue Yaesu, à la gare de Tokyo, en abri anti-missiles. Ce projet, certes à un stade aujourd'hui plus anecdotique que pratique, est un signe de l'état d'esprit qui prévaut parmi les dirigeants nippons.

Début août, le livre blanc de la défense a été publié. Ce document vise à expliquer les transformations de l'environnement du Japon et du dispositif de sécurité. Il pose le constat selon lequel la Chine est le défi principal à travers ses dépenses militaires, son arsenal nucléaire, ses incursions maritimes et aériennes, et sa politique spatiale. Il ne se focalise pas sur les seules îles Senkaku mais vise ce qui est appelé la première chaîne d'îles, et même au-delà dans l'Océan Pacifique et d'autres mers. Il estime que la coopération entre la Chine, la Russie et la Corée du Nord est de facto une alliance et que dès lors la défense du Japon doit inclure des capacités de contre-attaque. La KCNA, agence de presse nord-coréenne, y a vu un projet « à visée de réinvasion » et la permanence d'un « gène de l'agression ». La Chine s'est vue confortée dans ses critiques.

Un peu avant la mi-août, la visite du Président Poutine dans les Kouriles, notamment à Etorofu (une des quatre îles occupées par l'URSS puis la Russie depuis 1945, avec Kunashiri, Shikotan et Habomai, toutes connues aussi sous des noms russes), la première depuis son accession au pouvoir (le Président Medvedev s'y était rendu en 2010), ne rassure pas Tokyo. Cette visite faisait suite à un passage dans la presqu'île de Sakhaline où le Président Poutine avait supervisé des manœuvres de la flotte russe d'Extrême-Orient. De toute évidence, il n'était pas venu seulement visiter des pêcheries, une école et un hôpital. Ses propos martiaux aux militaires et marins russes, faisant état d'une ligne de front en Extrême-Orient comme en Ukraine, relevaient de la provocation à l'égard de Tokyo, voire de l'avertissement ou de la menace. Sa date a été jugée très inopportune car elle correspondait à la Fête des

morts japonaise (O-bon), et suivait les cérémonies commémoratives des bombardements atomiques, alors que Moscou a interdit l'accès aux cimetières japonais de ces îles depuis 2020. Les dirigeants japonais n'ont eu de cesse d'explorer, depuis la fin de la guerre, des voies de discussion et de négociation, sans aucun succès, et de ce point de vue cette visite est l'affirmation brutale par la Russie, de l'absence de volonté de discussion ou de compromis. Ces îles ont été partiellement militarisées. Takaichi Sanae a rappelé que « les territoires du nord sont historiquement et légalement une partie intégrante du territoire national », un traité de 1855 ayant fixé les frontières entre les deux pays. En 1945, 15 000 Japonais y vivaient, désormais environ 5 000 dont l'âge moyen avoisine 90 ans. Un nouvel incident eut lieu le 3 septembre, « jour de la victoire sur le Japon militariste », lorsque les Russes ont inauguré à Khabarovsk une statue d'un soldat soviétique détruisant une stèle ornée d'un chrysanthème, symbole de la famille impériale, ce qui a déclenché des protestations officielles du Japon.

Dans ce contexte Takaichi Sanae dans un récent entretien avec le magazine Le Point a déclaré : « Les Etats-Unis sont le seul allié du Japon et l'alliance nippo-américaine est le pilier de notre diplomatie et de notre politique de sécurité ». Une vérité première qu'elle estime utile de rappeler aux responsables japonais qui s'interrogent sur cette politique, et aux étrangers désireux de vendre au Japon du matériel et des composants militaires. Son choix est constant malgré les humeurs du président américain, quand il décide de sanctionner la présidente de la Cour internationale de justice, la japonaise Akane Tomoko, ou de brusquement réduire des exercices conjoints américano-sud-coréens ou la présence de son armée en Corée du Sud.

Tout aussi intéressant à observer, les déclarations du Président sud-coréen Lee Hae Myung le 15 août, lors de la journée nationale commémorative de la libération de la péninsule de l'emprise coloniale nippone, et de son ambassadeur à Tokyo, Lee Hyuk, indiquant que des relations plus proches avec le Japon sont « un impératif de notre temps », au regard de ce que « les deux pays ont en commun en termes de sécurité ». Elles traduisent une solidarité entre les deux pays, faite de raison, dans un monde troublé.

3) Les questions économique et financières fragilisent le plus la Première Ministre

En consacrant beaucoup de son temps aux débats parlementaires et aux relations internationales, la Première Ministre a pu donner l'impression de négliger les questions économiques et financières ; or, deux sujets exceptionnels ont dominé l'agenda estival :

- Le premier est l'inflation. Ce thème est quelque peu paradoxal car pendant plus de trente ans les économistes et commentateurs n'ont cessé de blâmer les gouvernements nippons pour avoir laissé le pays glisser dans la déflation. Or depuis une période récente, le taux d'inflation se rapproche de l'objectif de 2 % fixé par la Banque du Japon (BoJ) depuis les années 1990. En juin et en glissement annuel, l'inflation était de + 1,7 %, en hausse sur le premier semestre depuis un niveau de + 1,3 % ; ce taux prend en compte les subventions gouvernementales en matière d'énergie et d'éducation, ce qui laisse entrevoir une inflation hors aides publiques plus forte. Ce mouvement n'est pas dû à la demande des ménages, en recul depuis sept mois, mais aux pressions extérieures liées notamment aux conséquences énergétiques de la guerre au Proche-Orient et à la faiblesse de la devise nationale ; il est aussi le reflet des augmentations salariales des derniers mois, y compris récemment du salaire minimal horaire. Les consommateurs craignent une hausse des produits alimentaires (leur inflation est déjà supérieure à 3 % en glissement), des factures d'électricité et de gaz, et de l'essence. Malgré tout, la croissance économique reste relativement satisfaisante : +1,1 % en rythme annuel au premier trimestre, +1,4 % au second trimestre.
  Aussi le 5 août Takaichi Sanae a-t-elle annoncé un projet de baisse temporaire de deux ans de la taxe à la consommation de 8 à 1 %, à compter d'avril 2027, début de la prochaine année

fiscale. Cette décision est certes conforme à son programme et à celui du PLD lors des dernières élections générales, mais elle est une rupture en matière de finances publiques depuis l'introduction de cette taxe par le gouvernement Takeshita à la fin des années 1980. Elle crée surtout un manque de recettes fiscales de 4 800 Mds JPY (soit environ 30 Mds USD) sans annonce de mesures précises pour le compenser.

Cette décision n'a pas été acquise facilement. Le conseil national de la protection nationale qui a examiné plusieurs alternatives, n'est pas parvenu à une conclusion. Quant au comité fiscal du PLD, son président, Onodera Itsunori, a proposé une baisse de 8 à 1 %, accompagnée d'une aide directe en « cash » de 600 millions JPY (environ 3,7 Mds USD) pour annuler le dernier pourcent. Selon des rumeurs, ce comité se serait fracturé sur la décision à prendre et la Première Ministre a dû imposer son choix en rappelant qu'il était conforme au programme du parti.

En fait ce sujet fait resurgir les rivalités internes au sein du PLD. L'ancien secrétaire général Moriyama Hiroshi qui a démissionné à l'arrivée de Takaichi Sanae à la tête du parti, a fait valoir les risques pour le marché des titres d'Etat d'une annonce sans financement ; d'autres anciens ministres Furukawa Yoshihisa (Justice), Inada Tomomi (Défense) et Murakami Seiichiro (Affaires intérieures) y sont hostiles ; au sein même du gouvernement, Hayashi Yoshimasa, ministres Affaires intérieures et ex-rival de Takaichi Sanae aux élections internes du PLD en 2025, a rappelé son opposition constante à cette mesure. Beaucoup sont proches ou en lien avec l'ancien Premier Ministre Ishiba. Il est difficile de faire la part entre vraies convictions économiques et rivalités politiques.

Cette ligne de fracture est importante et ancienne au sein du monde politique et du PLD depuis les années 1980, période des propositions de taxe à la consommation par le Premier Ministre Nakasone puis de son introduction, mais aussi entre d'une part le ministère des Finances, gardien d'une certaine orthodoxie budgétaire et fiscale, et d'autre part les ministères économiques et le PLD, partisans d'un soutien budgétaire et fiscal de la croissance. La Première Ministre, soucieuse de porter le taux de croissance du niveau actuel de 0,5 % à 1 % ou plus de préférence, est à l'évidence proche de ces derniers.

- Le second sujet concerne les interventions sur le marché des changes. Depuis la fin de la Covid, le yen a beaucoup baissé. Il a d'abord rejoint une zone de 150-160 JPY pour 1USD sous l'effet du différentiel de taux de l'ordre de 3% entre le Japon et les Etats-Unis, facilitant les opérations dites de « *carry trade* » (emprunter à court terme au Japon et placer les fonds aux Etats-Unis pour bénéficier de l'écart de rendement), mais aussi des opérations d'investissement à l'étranger. Au printemps déjà, les autorités nippones étaient intervenues sur le marché des changes quand le seuil de 160 JPY avait été franchi ; en avril, près de 74 Mds USD (11 700 Mds JPY), en particulier le 30 avril (5 400 Mds JPY), ont été vendus, ce qui a temporairement ramené le yen à 156-157 JPY. Pour autant les tendances baissières de marché ont perduré, renforcées par les craintes des opérateurs relatives à la politique expansionniste de la Première Ministre. La faiblesse du yen renchérit aussi les importations énergétiques, dont les prix sont eux-mêmes à la hausse, favorise un surtourisme souvent mal vécu par les Japonais, notamment à Kyoto - a contrario, réduit le tourisme japonais à l'étranger -, et augmente le coût des produits alimentaires importés. Fin juin, la devise nationale était à 162,36 JPY pour 1USD, malgré la hausse du taux directeur (« overnight » sans collatéral) de la BoJ, à la mi-juin, de 25 points de base, à 1% et l'annonce de l'arrêt de ses achats de titres d'Etat en 2027.

  Face à cette situation, quand le yen est tombé à 163,99 JPY pour 1 USD, la ministre des Finances, Katayama Satsuki, et le Secrétaire d'Etat au Trésor américain, Scott Bessent, ont, de nouveau décidé de procéder à des interventions, mais cette fois conjointes, une première depuis 1998. Ces interventions de fin juillet et début août ont été confirmées le 3 août. Les estimations de leur montant sont de 96,5 Mds USD du côté japonais et de 5 à 10 Mds USD pour les Etats-Unis. Une particularité notable doit être soulignée : les autorités américaines ne sont pas intervenues directement sur le yen, mais ont vendu de l'Euro pour rehausser le yen ; la rumeur voudrait qu'elles aient agi sans consultation de la Banque Centrale Européenne, ce qui serait un

manque de courtoisie avéré entre banquiers centraux. Quant au Japon, il aurait eu notamment recours à la facilité, accrue pour la circonstance, FIMA (Foreign and International Monetary Authorities Repo Facility) permettant de mettre en pension des bons du trésor américain contre dollars, donc sans vendre des bons américains ou en limitant leur cession. Le Trésor américain est particulièrement sensible à une « disruption » du marché obligataire dont les taux sont déjà très élevés alors que ses besoins seront très importants en 2027 ; au printemps le Président Trump avait instantanément réagi à un mouvement fort de ce marché ; il reste très attentif eu égard aux besoins d'emprunt des Etats-Unis, du niveau de leur dette (qui devrait atteindre 41 100 Mds USD en 2027) et des taux à long terme (le 30 ans est de l'ordre de 5,3 %). Au Japon, les taux obligataires sont également en hausse et attentivement suivis (voisin de 3 % pour le 10 ans et supérieur à 4 % pour le 30 ans).

Ces interventions conjointes ont raffermi provisoirement le yen à 157,43 JPY pour 1 USD début août avant qu'il ne se traite autour de 159 JPY, mais il est probable que les forces de marché reviendront à l'attaque. Début septembre un raffermissement de la devise nippone entre 150 et 155 JPY était cependant de nouveau observé, les opérateurs du marché des changes prenant confiance dans une hausse des taux courts par la Banque du Japon (BoJ).

Le président américain a qualifié cette intervention conjointe de « geste d'amitié », ce qui l'est en partie mais correspond aussi aux intérêts financiers des autorités américaines. Celles-ci veulent éviter un débouclement soudain des positions de « *carry trades* » et une chute brutale du dollar, entraînant des effets peut être aussi brutaux sur les marchés actions, actuellement volatiles, et obligataires. Le président américain et le Trésor donnent aussi un peu de temps à la BoJ pour agir et relever son taux directeur, les autorités monétaires des deux pays ayant chacun maintenu leurs taux (1 % côté japonais, un tunnel 2,50 -2,75 % côté américain). Les opérateurs attendent que la BoJ porte le sien à 1,50 ou 1,75 % en une ou plusieurs fois, en septembre et décembre, voire en début 2027. Cette perspective accentue le débat entre d'une part la Première Ministre et le PLD, et d'autre part la BoJ, indépendante, sur l'effet déflationniste d'un tel relèvement.

Cet été 2026 marque donc une esquisse de changement politique pour la Première Ministre, dont la large majorité à la Chambre des représentants n'est pas un gage de victoires faciles à la Diète et qui devra continuer à négocier en interne au PLD, avec le PIJ et d'autres partis proches. Elle sera toujours sous la surveillance des clans internes du PLD et de ceux qui l'ont portée au pouvoir et ont évincé son prédécesseur Ishiba. Dans ce contexte elle prépare un remaniement ministériel et des instances PLD depuis la mi-août mais ce remaniement, négocié avec ses soutiens proches, devrait laisser inchangés les principaux postes de son gouvernement et du PLD. Supposée ne pas être une spécialiste de l'économie, elle doit calmer une opinion publique qui l'accuse de ne pas faire assez sur le front de l'inflation, et parvenir avec l'appui de sa ministre des Finances et de la BoJ à endiguer les risques pesant sur le yen et les marchés obligataires et d'actions. Elle se retrouve donc dans une situation connue par nombre de ses prédécesseurs Premiers Ministres avec l'atout d'une victoire électorale incontestable en février et d'un appui de l'opinion qui reste fort, et même connue par Mesdames Thatcher et Meloni qui l'inspirent.

Depuis 20 ans, Asia Centre est engagé pour stimuler et soutenir la création de connaissances indépendantes sur l'Asie contemporaine. Les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.. Votre contribution permet de soutenir nos travaux de recherche et d'analyse

Soutenez Asia Centre

